

**Fédération Nationale des CMR
2, place Général Leclerc
94130 NOGENT-SUR-MARNE**

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



Audit

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Nationale des CMR relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration du 26 Avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 22 Mai 2025

Le commissaire aux comptes

AXIS AUDIT

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'L' followed by a horizontal line and a small flourish at the end.

Laurent JAMET

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit	127 393	102 721	24 672	10 748
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	96 325		96 325	96 325
Constructions	4 840 947	3 285 151	1 555 796	1 716 338
Installations techniques, matériel et outillage industriels	18 255	16 716	1 539	2 012
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	983 399	936 923	46 476	62 203
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	5 006		5 006	5 006
Autres titres immobilisés	21 512		21 512	21 405
Prêts	270 109		270 109	255 041
Autres	1 535		1 535	1 054
TOTAL I	6 364 480	4 341 511	2 022 970	2 170 132
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	4 939		4 939	5 750
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 162 007		1 162 007	1 057 403
Créances reçues par legs ou donations	71 832		71 832	43 956
Autres				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 057 997		3 057 997	2 952 941
Charges constatées d'avance	14 196		14 196	28 634
TOTAL II	4 310 971		4 310 971	4 088 684
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écart de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	10 675 451	4 341 511	6 333 940	6 258 816

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	33 998	33 998
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 786 300	2 867 947
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	312 795	(30 326)
Situation nette (sous total)	265 547	261 474
	3 398 640	3 133 093
Fonds propres consommibles		
Subventions d'investissement	1 025 760	1 116 507
Provisions réglementées		
TOTAL I	4 424 400	4 249 600
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	1 082 605	1 144 558
TOTAL III	1 082 605	1 144 558
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	211 101	277 352
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 273	33 696
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	399 668	386 523
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 650	59 581
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	140 242	107 507
TOTAL IV	826 935	864 659
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	6 333 940	6 258 816

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	53 227	62 693
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	5 551 534	5 413 387
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	214 046	197 676
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	113 218	182 661
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1	1 457
TOTAL I	5 932 025	5 857 873
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	13 974	21 867
Variation de stock	247	(300)
Autres achats et charges externes	693 010	680 501
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	325 877	328 294
Salaires et traitements	3 462 165	3 421 198
Charges sociales	1 072 710	1 034 094
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	192 616	204 471
Dotations aux provisions	9 765	4 863
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 894	6 060
TOTAL II	5 778 258	5 701 049
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	153 767	156 825
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	24 050	17 761
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	24 050	17 761
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 017	3 859
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	3 017	3 859
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	21 033	13 902

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	174 800	170 727
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	90 747	90 747
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	90 747	90 747
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	90 747	90 747
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	6 046 822	5 966 381
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 781 275	5 704 907
EXCEDENT OU DEFICIT	265 547	261 474
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 333 940** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **Produits de 6 046 822 euros** et un total **Charges de 5 781 275 euros**, dégageant ainsi un **excédent de 265 547 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

I- OBJET SOCIAL ET MISSIONS DE LA FEDERATION

Les Cmr ont pour but de susciter et d'encourager le développement et la diffusion d'une culture musicale et artistique populaire de qualité, pour un public le plus large possible, sans sélection ni élitisme, dans une ambition collective permanente de promotion et d'épanouissement de l'individu et dans le respect de l'intérêt général et des agréments obtenus.

Les Cmr fédèrent et rassemblent notamment des fédérations territoriales, des associations autonomes, des personnes physiques et des structures de droit public, animées par un même esprit et statutairement adhérentes, conformément aux dispositions du règlement intérieur.

Laïques, Les Cmr respectent les convictions et les croyances de chacun.

Inscrits dans les mouvements d'Education populaire, les Cmr se donnent comme mission :

- De concourir au développement de l'éducation et de la recherche pédagogique et, en particulier dans le domaine musical et artistique ;
- De contribuer au maillage culturel et musical du territoire national, dans le respect des droits culturels de chaque individu,
- De favoriser l'éveil de la citoyenneté et du sens critique par la pratique musicale, dans une ambition de partage et de tolérance,
- D'encourager le développement d'initiatives associatives collectives,
- De développer des activités auprès de tous les publics et de couvrir tous les temps de la vie.

II- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'année 2024 a reflété une continuité par rapport à l'exercice précédent, avec des problématiques et des périmètres similaires. Comme en 2023, il ne reste plus que deux établissements opérationnels : l'établissement dit "principal" qui abrite les interventions musicales et Musiflore qui organise des séjours de vacances.

L'inflation persistante, atteignant un taux élevé de **2%**, a influencé nos opérations. Les négociations salariales dans la branche Eclat ont engendré des revalorisations conséquentes. Au premier janvier 2024, les valeurs des points ont augmenté respectivement de **4,18%** pour la V1 et **2%** pour la V2 sachant que la V1 représente **83%** de la rémunération des salariés. Cet environnement inflationniste a contraint l'association à ajuster ses tarifs pour faire face à cette pression inflationniste, au risque de perdre des partenariats.

Malgré ces défis, le résultat comptable a déjoué les prévisions, affichant un excédent de **265 547€**. Il est en partie dû à une reprise de la provision pour indemnités de départ à la retraite (61 953€) supérieure aux indemnités de départ réelles (34 024€) générant ainsi un boni de **27 929€**.

Les produits d'exploitation sont globalement en hausse de **129K€** (+2,35%) en 2024. Dans le détail, le chiffre d'affaires de Musiflore est en augmentation de **96K€** (+10%). Il correspond à accroissement du nombre de séjours de 14,90% et d'une augmentation des prix. Concernant l'établissement principal, le chiffre d'affaires est en hausse de **32,6K€** (+0,7%) avec une diminution des heures facturée de 3,52%.

En termes de charges, le centre Musiflore a été fortement impacté par l'inflation de deux postes de dépenses représentant ensemble 18% du budget de l'établissement. Il s'agit des factures d'énergie et de fluides et des achats alimentaires. Ces taux sont très supérieurs aux actualisations appliquées aux tarifs des séjours.

FEDERATION NATIONALE DES CMR

D'un point de vue comptable la situation est par conséquent positive. Dans le détail, les deux principales activités de l'association (interventions musicales et séjours de vacances) sont néanmoins, confrontées à des défis majeurs concernant la pérennité de leur modèle économique.

Toutefois, cet équilibre pourrait être menacé si de nouvelles activités ne venaient pas compenser les résiliations subies dans son activité historique.

Pour Musiflore, on constate que l'augmentation du volume d'activité et la revalorisation des tarifs des séjours ont permis d'améliorer la rentabilité économique permettant ainsi de dégager une marge nécessaire au financement d'investissements éventuels à venir.

III- Evénements post-clôture Impacts sur les comptes 2024

En matière immobilière, le conseil d'administration du 16 octobre 2021 avait décidé de vendre les quatre centres de la fédération des Cmr.

Le centre le Moulin des Sittelles a été vendu en 2022.

Deux Assemblées Générales Extraordinaires ont été organisées : Le 28 septembre 2024, l'AGE a validé la vente du centre Musiflore. Le 12 octobre 2024, celle de Montagne et Musique a été entérinée.

La fédération est à la recherche de repreneurs ou d'acheteurs pour le centre La Fontaine de l'Ours encore en sa possession conformément à la décision du conseil d'administration extraordinaire du 16/10/2021.

Concernant le centre Montagne et Musique en Vercors, une promesse de vente a été signé le 13 janvier 2025 et sera réitérée par acte authentique en date du 07 mai 2025.

Concernant le centre Musiflore, il a été signé une promesse de vente le 13 février 2025. La signature de l'acte authentique est envisagée courant décembre 2025 sous réserve que l'ensemble des conditions suspensives soit réalisé.

Le centre La Fontaine de l'Ours est toujours à la vente.

IV- REFERENTIELS ET PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), relatif à la réécriture du Plan Comptable Général, et du règlement ANC 2018-06, relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, - continuité de l'exploitation

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

V- REGLES ET METHODES COMPTABLES RELATIVES AU BILAN

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

V.1- Immobilisations

Les immeubles et autres biens immobiliers sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) et sont amortis selon la méthode par composants.

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Les immeubles sont classés par catégorie, en fonction de leur nature ou de leur utilisation. Cette ventilation sert à déterminer la structure de décomposition et les durées d'amortissement attachées à chaque décomposition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des composants.

Les autres immobilisations incorporelles et corporelles sont inscrites au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Frais d'études et logiciels acquis	1 à 5 ans
Construction – Gros œuvre	50 ans
Construction – Second œuvre	15 à 25 ans
Construction – Installation	10 ans
Matériel et outillage	3 à 5 ans
Matériel informatique et bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 ans

Il est précisé que les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

V.2- Stocks

Les matières et marchandises du Centre MUSIFLORE ont été évaluées selon le principe général suivant : les achats stockés sont valorisés au dernier prix d'achat, sans tenir compte des frais de logistique.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est inférieure.

V.3- Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour certaines collectivités territoriales, le cadencement de la facturation des prestations des intervenants musicaux, de septembre à décembre de l'exercice, est constaté en factures à établir.

Les créances ont le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les avances des organismes utilisateurs du Centre MUSIFLORE sont présentées au passif du bilan sur la ligne "avances et acomptes en cours".

V.4- Participations, autres titres, valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les immobilisations financières sont principalement constituées des prêts dits « 1%Logement » remboursables à l'échéance, soit au terme des 20 ans.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition. A la clôture, les valeurs mobilières de placement sont dépréciées, si leur valeur probable de négociation est inférieure à leur coût d'acquisition.

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

FEDERATION NATIONALE DES CMR**V.5- Réserves pour projet de l'entité**

L'assemblée générale du 12/06/2021 avait décidé de créer une réserve de 300 000€ conformément à l'affectation du résultat 2020.

La consommation de cette dernière au cours de l'exercice 2021 s'est élevée à 6 598,62€ et a été approuvée lors de l'assemblée générale du 11 juin 2022 portant ainsi le solde à 293 401,38€. Puis lors de l'exercice 2022 la consommation s'est élevée à 23 551,57€ et a été approuvée lors de l'assemblée générale du 10 juin 2023 portant ainsi le solde à 269 849,81€. Enfin, la consommation de l'exercice 2023 s'est élevée à 81 646,84€ et a été approuvée lors de l'assemblée générale du 8 juin 2024 portant ainsi le solde à 188 202,97€.

Courant l'exercice 2024 la consommation s'est élevée à 88 363,79€ et sera soumise à approbation lors de l'assemblée générale du 7 juin 2025.

V.6- Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement font l'objet d'un amortissement sur la durée de vie des biens financés par la contrepartie du compte SUBVENTION D'INVESTISSEMENT VIREE AU RESULTAT, conformément au règlement ANC 2018-06. Ce changement de méthode comptable avait été mis en œuvre à compter de l'exercice 2020 et avait impacté le report à nouveau au 01/01/2020.

Le recalcul de l'amortissement des subventions d'investissement à fin 2021 avait conduit à opérer une régularisation sur l'exercice 2021 de l'impact lié au changement de méthode comptable comptabilisé en report à nouveau au 01/01/2020 pour un montant de 82 116€ ce qui portait le montant du report à nouveau au 31/12/2021 à -657 587€.

Conformément à la réglementation les subventions d'investissement sont comptabilisées au moment de la décision d'attribution. Selon les termes de la convention de la subvention un acompte sur subventions au passif du bilan pourra être comptabilisé au fur et à mesure des encaissements.

V.7- Fonds dédiés

Les quotes part non consommées de subventions ou financements octroyés au titre de l'exercice, affectés à un projet particulier, sont comptabilisées dans un compte de fonds dédiés à la clôture afin de constater l'engagement pris par la Fédération de les utiliser.

V.8- Provisions pour risques

Les risques connus et probables sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

V.9- Provisions pour indemnités de départ en retraite

Au titre de la Convention Collective de l'Animation, les salariés bénéficient d'indemnités de départ en retraite. La provision pour départ à la retraite fait l'objet d'une évaluation actuarielle, selon une méthode prospective tenant compte de l'estimation des droits acquis par le personnel au moment du départ en retraite, en fonction de la règle d'acquisition des droits fixés par la convention collective.

Cette valorisation porte sur la totalité du personnel en contrat à durée indéterminée.

Les principales hypothèses retenues pour ce calcul sont les suivantes :

- Départ à la retraite à 64 ans (ou âge probable de départ)
- Taux de progression des salaires : 3% pour les cadres, 2% pour les non cadres
- Taux de turn-over des effectifs : de 20 ans à 55 ans dégressif de 16,44% à 0% au-delà
- Taux de charges sociales : 50,83 % pour les cadres, 27,17 % pour les non cadres
- Taux d'actualisation : 3,42 %
- Table de mortalité TGH-TGF05

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Provision pour pensions		2023	2024	Reprise 2024
Siege		1 100 K€	1 028 K€	
Montagne & Musique		0 K€	0 K€	
Musiflore		45 K€	55 K€	
TOTAL		1 145 K€	1 083 K€	62 K€

La reprise de provision est principalement liée à l'évolution du taux d'actualisation.

VI- REGLES ET METHODES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VI.1- Produits et Ressources de la Fédération

VI.1.1- Ressources de l'activité principale

Les produits de l'activité principale de la Fédération sont constitués des :

- produits des protocoles d'accord ou conventions ponctuelles conclus avec les divers partenaires, pour la mise en place de cours ou d'ateliers musicaux au sein de leurs structures.
- prix des séjours organisés par le CMD MUSIFLORE.

Dans une large majorité de cas (78%), le partenaire est une collectivité territoriale. La collaboration porte essentiellement sur l'organisation d'ateliers musicaux en milieu scolaire (premier cycle) qui sont assurés par des musiciens intervenants.

VI.1.2- Cotisations

I/Adhésion des personnes morales

1 /Membres représentatifs

Les membres représentatifs sont des associations Cmr reconnues par l'assemblée générale. Elles respectent un cahier des charges fixé par le Conseil et sont, à ce titre, redevable d'une cotisation fixée annuellement par l'assemblée générale. Pour l'année 2024, cette cotisation est de 10 euros.

2/Membres actifs :

- L'adhésion en qualité de membre actif comporte l'obligation de payer une cotisation annuelle, dont le mode de calcul diffère en fonction de l'activité, déterminée comme suit, avec un minimum de 100 € :
- CAEM et associations ou structures publiques agréées par le Conseil d'administration : barème d'adhésion établi par l'Assemblée générale en fonction du chiffre d'affaires avec un plafond de 500€.
 - Associations gestionnaires des Centres Musique et Découverte Cmr : 1,75% du chiffre d'affaires.

3 / Membres adhérents

Les collectivités territoriales, associations ou toutes autres structures, dénommées les partenaires, souhaitant bénéficier des services des Cmr quel que soit l'établissement concerné, au titre d'un partenariat à plus ou moins long terme, doivent s'acquitter d'une adhésion.

Cette adhésion, exigible annuellement, est fixée à 1% du montant total des prestations engagées.

II/Adhésion des personnes physiques

1/ les membres adhérents :

Les personnes physiques adhérentes bénéficient des services de la fédération, notamment par leur participation à des séjours de vacances, et sont redevables à ce titre d'une cotisation annuelle fixée à 1% du montant total de la prestation engagée.

FEDERATION NATIONALE DES CMR

2/ les membres qualifiés :

Les personnes physiques soutenant ou apportant leur expertise à l'action des Cmr, dans des conditions définies par le conseil d'administration, sont les membres qualifiés. Ils sont redevables d'une cotisation d'adhésion fixée annuellement par l'assemblée générale.

Pour 2024, cette cotisation est fixée à 10 euros.

VI.1.3- Subventions de fonctionnement

Les organismes publics apportent leur soutien au travers des conventions annuelles ou pluriannuelles de subvention de fonctionnement.

Les subventions publiques sont comptabilisées en subvention d'exploitation lors de l'exercice d'attribution.

Si la subvention est pluriannuelle, un produit constaté d'avance est comptabilisé, selon l'étape d'avancement de l'action ou, à défaut, au prorata temporis.

Les subventions publiques conclues sous conditions suspensives non levées ne sont pas comptabilisées.

Les subventions publiques conclues sous conditions résolutoires sont également comptabilisées lors de l'attribution. S'il apparaît un risque de reversement lors de l'arrêt des comptes, une provision pour risque est constituée à la clôture.

VI.1.4- Contributions volontaires en nature

Le travail de ses bénévoles administrateurs ne peut être quantifié et donc inscrit en compte de résultat, dans la mesure où la Fédération ne dispose pas d'une information quantifiable et valorisable des contributions volontaires significatives obtenues.

Hormis le temps passé par les administrateurs, la fédération ne bénéficie pas d'autres contributions volontaires en nature.

VII- AUTRES INFORMATIONS

VII.1- Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre de sa mission légale, les honoraires perçus par le commissaire aux comptes s'élèvent à 13 083 € HT pour l'exercice 2024.

VII.2- Rémunération des dirigeants bénévoles

Le mécanisme de rémunération des dirigeants bénévoles est prévu à l'article 10 de nos statuts. Lors du conseil d'administration du 13 octobre 2018, en accord avec la décision de l'assemblée générale, les rémunérations données aux trois membres du Bureau fédéral pour l'exercice de leur mandat social ont été revalorisées.

Le président bénéficie ainsi d'une indemnité mensuelle équivalente à 40% du SMIC brut mensuel.

Le trésorier et la secrétaire bénéficient chacun d'une indemnité mensuelle équivalente à 30% du SMIC brut mensuel. Ils disposent également d'une prise en charge de leur abonnement téléphonique.

Le total des rémunérations brutes annuelles perçues en 2024 par dirigeant est de :

- Président : 8 509,24 euros + 142,52 euros de téléphonie, achat d'un téléphone portable d'une valeur de 515,89 €, achat d'une carte de réduction SNCF d'une valeur de 49 €.
- Secrétaire : 6 381,88 euros + 142,52 euros de téléphonie, achat d'une licence Microsoft d'une valeur de 99 €, achat d'une carte de réduction SNCF d'une valeur de 49 €.
- Trésorier : 6 381,88 euros, achat d'une carte de réduction SNCF d'une valeur de 49 €.

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Cette rémunération totale brute annuelle n'excède pas les trois quarts du SMIC brut annuel par dirigeant et s'inscrit dans les dispositions prévues par la circulaire ministérielle Inst. 15-09-1998 et l'instruction fiscale (BOI-IS-CHAMP-10-50-10-20).

Les autres administrateurs quant à eux ne perçoivent aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

En matière de remboursement de frais, tous les administrateurs sont indemnisés selon le barème déterminé par le conseil d'administration de la fédération nationale et sur présentation systématique de factures.

VII.3- Engagements hors bilan

La fédération ne dispose pas d'engagement hors bilan à la clôture de l'exercice.

Immobilisations

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	107 825		19 567
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	107 825		19 567
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	96 325		
Constructions sur sol propre	3 145 581		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 695 365		
Installations techniques et outillage industriel	18 255		7 440
Installations générales, agencements et divers	698 296		
Matériel de transport	28 476		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	240 019		2 790
Emballages récupérables et divers	6 378		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	5 928 696		10 230
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 006		107
Autres titres immobilisés	21 405		15 549
Prêts et autres immobilisations financières	256 402		
TOTAL immobilisations financières :	282 814		15 655

TOTAL GÉNÉRAL 6 319 335 45 453

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			127 393	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			127 393	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			96 325	
Constructions sur sol propre			3 145 581	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 695 365	
Install. techn., matériel et out. industriels			18 255	
Inst. générales, agencements et divers			705 736	
Matériel de transport			28 476	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			242 809	
Emballages récupérables et divers			6 378	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			5 938 926	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence			5 006	
Autres participations			21 512	
Autres titres immobilisés			271 951	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			298 469	

TOTAL GÉNÉRAL 6 364 788

Amortissements

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du01/01/24au31/12/24

Edition du16/05/25

Devise d'éditionEURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :	97 077 97 077	5 644 5 644		102 721 102 721
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :	1 768 952 1 355 656 16 243 643 319 26 982 234 287 6 378 4 051 818	96 224 64 318 473 23 038 418 2 500 186 972		1 865 177 1 419 974 16 716 866 357 27 401 236 787 6 378 4 238 790
TOTAL GÉNÉRAL	4 148 895	192 616		4 341 511

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles :				
Frais d'acquisition de titres de participations				

TOTAL GÉNÉRAL				
---------------	--	--	--	--

Provisions Inscrites au Bilan

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	1 144 558	9 765	71 718	1 082 605
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 144 558	9 765	71 718	1 082 605

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	307			307
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	307			307

TOTAL GÉNÉRAL	1 144 865	9 765	71 718	1 082 912
---------------	-----------	-------	--------	-----------

État des Créances et Dettes
FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ Créances rattachées à des participations Prêts (1) (2) Autres créances immobilisées	270 109	270 109	
TOTAL de l'actif immobilisé :	270 109	270 109	
DE L'ACTIF CIRCULANT Usagers Personnel et charges sociales à récupérer État et autres collectivités publiques Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés Débiteurs divers	1 162 007 21 777 46 737	1 162 007 21 777 46 737	
TOTAL de l'actif circulant :	1 230 520	1 230 520	

TOTAL GÉNÉRAL	1 500 629	1 500 629	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice (2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice			

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers Dettes sur immo. et comptes rattachés	211 101	56 815	211 101	
TOTAL :	211 101	56 815	211 101	
Fournisseurs et comptes rattachés Usagers avances reçues Dettes relatives au personnel État et autres collectivités publiques Conf., Fédération, Asso. & organ. appar Autres dettes	52 273 3 000 358 269 42 146 20 650	52 273 3 000 358 269 42 146 20 650		
TOTAL :	476 339	476 339		
TOTAL GÉNÉRAL	687 440	533 154	211 101	

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

A- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
TOTAL					

B- RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC, DES LEGS ET DES DONATIONS

Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	D = A - B + C
TOTAL					

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exerciceA	AugmentationsB	DiminutionsC	Solde à la fin de l'exerciceD = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise	33 998			33 998
Ecart de réévaluation				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Réserves	2 867 947		81 647	2 786 300
Report à nouveau	(30 326)	343 121		312 795
Résultat comptable de l'exercice	261 474	265 547	261 474	265 547
Subventions d'investissements non renouvelables par l'organisme	1 116 507		90 747	1 025 760
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL	4 249 600	608 668	433 868	4 424 400

Charges à Payer

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 099
Dettes fiscales et sociales	122 606
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	20 650

TOTAL	160 355
-------	---------

Produits à Recevoir

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		403 446
Personnel		21 077
Organismes sociaux		
État		
Divers, produits à recevoir		46 737
Autres créances		
Valeurs Mobilières de Placement		
Disponibilités		20 043

TOTAL	491 303
-------	---------

Charges et Produits Constatés d'Avance
FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	14 196	140 242
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		

TOTAL	14 196	140 242
-------	--------	---------

Fédération Nationale des CMR
SIEGE
TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS AU 31/12/2024

Détail des subventions de fonctionnement et d'exploitation

	Nature de la subvention / Objet (montants en €)	Analytiq ue	Année	Montant attendu	Durée	Subventions 2023 pas perçu au début de l'exercice 2024	Montant encaissé au 31/12/2024	Subventions brutes en fin d'exercice	Subv nette restant à recevoir 2024	Montant encaissé au 31/12/2023	Variation 2023/2024	COMMENTAIRES
				(A)		(B)	(C)	(D) = (B) - (B)	(E) = (A) - (C)			
S I E G E	Ministère Education Nationale/DGESCO Convention annuelle de Financement <i>Education musicale à l'école et formation des enseignants</i>	FF6	2024	35 000	1 an	0	40000	40000	0	35000	5000	
	Ministère Education Nationale/DJEPVA B1 Convention Pluriannuelle d'Objectifs <i>Programme d'actions 2019-2021</i>	FF6	2024	42 000	CPO 2022-2024	0	42000	42000	0	42000	0	
	FONJEP National - Aide à l'emploi sur 8 postes	FF6	2024	57 312	3 ans (2022-2024)	1776	63963	62187	7 107	69294	-5331	
	FONJEP Régional - Aide à l'emploi sur 2postes	FF6	2024	14 328	3 ans (2021-2023)	0	0	0			0	
	Ministère Culture et Communication/DGCA Convention pluriannuelle d'objectifs <i>Activités en faveur de la structuration du réseau CAEM et des actions EAC - coordination nationale TEMCS</i>	FF6	2024	39 000	CPO 2022-2024	0	30000	30000	9 000	30000	0	
	DEPARTEMENT OISE	FF6	2024	15 800	1 an	0	23052	23052		23052	0	
	Conseil du développement de la vie associative FDVA/DJEPVA B2 Convention annuelle de Financement <i>Formation des bénévoles CMR</i>	FF6	2024	700	1 an	0	700	700	0	700	0	
	Total			204 140		1776	199715	197939	16107	200046	-331	

OK COMPTA

0

Détail des Produits Financiers et Charges Financières

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du
01/01/24
au 31/12/24

Edition du
16/05/25

Devise d'édition
EURO

PRODUITS FINANCIERS	Montant	Imputé au compte
ETABT PPAL - INT SUR PARTS SOCIALES	721	
ETABT PPAL - INT CASDEN	20 043	
ETABT PPAL - INT LIVRET A	2 714	
MUSIFLORE - INT LIVRET ASSOCIATIF	572	
TOTAL	24 050	

CHARGES FINANCIERES	Montant	Imputé au compte
ETABLT PPAL - INT EMPRUNT	309	
MMV - INT EMPRUNT	1 642	
MUSIFLORE - INT EMPRUNT	1 066	
TOTAL	3 017	

01/01/24 au 31/12/24

01/01/24 au 31/12/24
16/05/25

EURO

TOTAL	90 747	
-------	--------	--

TOTAL		
-------	--	--

Effectif Moyen

FEDERATION NATIONALE DES CMR

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Edition du 16/05/25
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	8,4	
Agents de maîtrise et techniciens	97	
Employés	11	
Ouvriers		
TOTAL	116,4	